

Le pouvoir au peuple : une approche basée sur les droits de développement énergétique. Un entretien avec la militante hawaïenne Mililani Trask

Auteur : Agnes Portalewska



Sa voix est chaude, assurée, et emblématique ; son ton passionné et son message clair et direct sont instantanément reconnaissables. De réputation internationale, elle est reconnue en tant qu'expert autochtone en droit international et droits de l'homme. Mililani Trask a défendu les droits des Hawaïens autochtones et des peuples autochtones dans le monde entier depuis plus de trente ans.

Trask est issue d'une longue lignée de militants pour la souveraineté hawaïenne et les droits des autochtones hawaïens à l'autodétermination. « *Mon père était avocat et ma mère hawaïenne. Tous les deux m'ont élevée dans la compréhension de notre histoire, de notre défaite, de la perte de nos terres, de ce qui est arrivé au peuple hawaïen. Cela m'a donné une certaine initiative pour réparer les injustices faites aux Hawaïens et à ceux qui sont dans la même situation* » dit-elle.

Pendant presque 20 ans, Trask a été directeur exécutif de la Fondation Gibson, un organisation à but non lucratif qui aide les Hawaïens à accéder à la propriété. Elle a eu un poste d'administrateur libre au Bureau des Affaires Hawaïennes et a été première ministre par interim de Ka Lahui (la Nation hawaïenne autochtone) pendant 11 ans, parmi de nombreuses autres fonctions pour le gouvernement national et local.

Travaillant par le biais de et au sein des Nations Unies, Trask a contribué au discours internationale sur les droits des peuples autochtones. *« J'ai commencé à travailler avec les Nations Unies dans les années 1980 avec des Hawaïens qui y allaient pour représenter les intérêts de la communauté. Dans les années 1990 nous entendions qu'aucun progrès n'était fait au niveau de l'ONU pour adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ... C'est pourquoi j'ai décidé d'aller à l'ONU moi-même et utiliser mon diplôme de droit. Quand je suis entrée dans l'arène, il y avait là beaucoup d'autres peuples autochtones, et ainsi nous avons commencé le travail qui a duré 22 ans de faire adopter la Déclaration. Une des (nombreuses) bonnes choses qui est sortie de ce travail a été la construction d'un caucus solide et mondial. »* Quand l'Instance Permanente sur les questions autochtones des Nations Unies a été créée en 2002, Trask a été nommée pour le Pacifique et a été la première représentante du bassin du Pacifique. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a été adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2007, et Trask a œuvré d'une main de fer pour son adoption.

Encouragé par son ami de longue date Winowa Laduke, Trask a récemment concentré ses efforts sur les projets de développement des énergies renouvelables, particulièrement le développement de l'énergie géothermique à travers le Groupe de Développement des Innovations (IDG), une société à majorité autochtone qui se consacre à la prospérité et le bien-être de tous par le développement de sources d'énergie renouvelable de façons qui soutiennent les traditions culturelles essentielles. La société est un modèle de mise en œuvre de la Déclaration via le secteur privé.

« Hawaï est l'Etat de l'Union qui a la plus grande insécurité énergétique et alimentaire », dit Trask. « J'ai décidé que je travaillerai avec d'autres Hawaïens à concevoir un modèle d'entreprise qui nous permette d'envisager le développement économique, en se concentrant sur l'énergie renouvelable, de manière à respecter les droits des autochtones et apporter un changement en termes de développement des ressources renouvelables en territoire autochtone. »

Voilà comment le modèle de développement par et pour des autochtones est né ; c'est le guide opérationnel fondamental de IDG. Trask explique : *« il a été fondé sur la conviction que les peuples autochtones sont les plus aptes à travailler avec d'autres peuples autochtones parce qu'ils partagent certaines affiliations culturelles . Il a pris »*

cœur de la Déclaration, et, en appliquant le droit occidental, l'a mis dans un format qui facilite la protection des droits et des bénéfices des peuples autochtones. »

Le modèle d'Autochtones à Autochtones conteste l'approche actuelle de gouvernements pour développer l'énergie, dans laquelle, comme le dit Trask, les autochtones sont expulsés de leurs territoires, leurs droits aux ressources énergétiques sont déniés, les contrats sont négociés en donnant l'exclusivité des droits aux compagnies, et l'énergie se vend au plus haut prix du marché.

« Le modèle d'Autochtones à Autochtones est très différent. Il commence par définir critères de développement : culturellement approprié, écologiquement durable et propre socialement responsable, économiquement équitable. Nous avons introduit dans notre modèle des solutions de partage communautaire des bénéfices. (Par exemple), si vous arrivez dans une communauté pour y développer l'énergie géothermique, vous gagnez de l'argent ! Vous avez une opportunité commerciale et vous avez un produit qui est de l'énergie, et donc qu'est ce que vous devez à la communauté ? Premièrement, vous lui devez une part des revenus chaque année ».

Le modèle gagne du terrain : le Bureau des affaires hawaïennes l'a adopté l'année dernière. En outre, l'assemblée législative de l'Etat d'Hawaï a introduit une législation imposant un bénéfice économique et social chaque fois que des ressources et des terres d'Etat sont exploitées. Le modèle est aussi à l'étude par le Département des terres hawaïennes de l'Etat d'Hawaï.

Bien que basé à Hawaï, IDG a travaillé sur des projets dans tout le Pacifique, y compris plusieurs projets géothermiques avec les Maori de Nouvelle-Zélande. *« Nous avons complètement changé le paradigme. Quand nous avons commencé à travailler avec les Maori il y a 10 ou 12 ans, nous négocions avec des gens qui développaient la géothermique, et ils avaient beaucoup de pouvoir. Quand nous allions nous asseoir pour négocier avec les Maori, ils (les développeurs) riaient simplement et nous écartaient en disant, « vous savez, on ne fait pas vraiment des affaires comme ça. Nous reconnaissons que c'est la terre des Maori, mais qu'est-ce qu'ils en font ? Ils y mettent des moutons. C'est notre argent, notre savoir-faire, notre technologie... C'est pourquoi nous allons leur faire un bail à long terme et leur payer une rente à la valeur du pâturage de moutons. » Et bien, nous devons retourner cela contre eux et leur faire remarquer que ce sont les Maori qui possèdent la terre. Ils possèdent non seulement sa surface avec les moutons dessus mais ils possèdent aussi les droits sur les ressources du sous-sol. Nous devons leur signaler que l'évaluation actuelle de l'énergie sur le marché du Pacifique, et sur le marché mondial tel que défini par Wall Street, n'est pas au prix des moutons. Quand vous faites ce genre de discours à des gens comme Chevron, ils changent toute leur approche ».*

IDG a une position unique parce que son équipe de direction est composée de professionnels et d'entrepreneurs autochtones hawaïens qui connaissent et comprennent le marché mondial de l'énergie. Ils apportent un réseau étendu de contacts professionnels qui s'étend aux marchés financiers des Etats Unis aussi bien qu'asiatiques et du Pacifique-sud, mais ils sont d'abord et avant tout sensibles aux besoins des peuples autochtones et se consacrent au progrès économique de communautés qu'ils servent.

Trask garde une perspective internationale tout en continuant à défendre sans relâche un changement de politique à Hawaï. En plus de son travail avec les Maori, elle travaille sur des initiatives d'énergie renouvelable en territoire indien qui incluent le soleil, le vent, la géothermie ; elle est membre du Caucus international autochtone sur la biodiversité ; et elle encourage le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO à respecter les droits des peuples autochtones quand ils inscrivent un nouveau site au patrimoine mondial, parmi bien d'autres initiatives.

Pour Trask, les tâches du moment - et l'urgence à les accomplir - sont claires. « Partout dans le monde nous connaissons une crise pressante résultant du changement climatique... et nous n'avons pas de temps à perdre à nous chamailler et à nous battre. Si vous regardez les territoires autochtones partout dans le monde, vous verrez qu'il y a de vastes ressources d'énergie renouvelable disponibles. Aussi nous devons agir rapidement pour que les Etats, la Banque Mondiale, et ceux qui travaillent dans ce secteur considèrent d'autres modèles.

« La Déclaration dit que nous avons le droit de donner notre consentement libre, préalable et informé. Eh bien, cela me dit que nous devons être à la table de négociation, nous devons réclamer l'information, nous devons garantir que la consultation est efficace. Le défi de l'application de la Déclaration est que nous devons prendre la place de conducteur. Nous avons à dire, sur la base de protocoles, ce que signifie d'avoir un développement culturellement approprié » .

Pour en savoir plus sur les travaux du Innovations Development Group et le modèle d'Autochtones à Autochtones, consultez idghawaii.com (<http://idghawaii.com>)

Source :



Traduit pour le GITPA par Véronique HAHN DE BYKHOVETZ